

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76032 ROUEN

ROUEN , le 28/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES

1 chemin de la Mivoie
BP 124
76300 SOTTEVILLE LES ROUEN

Références : UDRD-2022-07-291-ET GM/BV
Code AIOT : 0005801366

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES implanté 1, Chemin de la Mivoie B.P. 124 76303 SOTTEVILLE LES ROUEN . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection et le SDIS souhaitent réaliser un exercice incendie sur le site MULTISOL. La visite avait pour but de prendre connaissance des nouvelles installations de MULTISOL en matière de lutte contre les risques d'un incendie, et préparer l'exercice à venir. La visite a aussi permis à l'inspection de faire un point d'avancement sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES
- 1, Chemin de la Mivoie B.P. 124 76303 SOTTEVILLE LES ROUEN
- Code AIOT : 0005801366
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Multisol International Services (MIS), appartenant au groupe BRENNTAG, réalise des mélanges d'huiles minérales et d'additifs (tels que des améliorants de viscosité), et des opérations de conditionnement de ces produits pour le compte de ses clients. Elle assure également un stockage temporaire de ces produits sur son site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rétentions du bâtiment A	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 6.1	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
5	Gestion des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Postes de chargement	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 5	/	Sans objet
3	Dispositifs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 6.2	/	Sans objet
4	Moyens d'extinction – Pomperie en Seine	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 10.2	/	Sans objet
6	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site MULTISOL dispose, à présent, de moyens en eaux d'extinction plus adaptés à son activité. La réduction du risque lié à un incendie des stockages du bâtiment A se poursuit : le compartimentage des cellules est réalisé, et la création de rétentions de tailles réduites a commencé. L'exploitant a sollicité quelques aménagements sur ce sujet, qui paraissent proportionnés, au regard des enjeux, et des actions déjà mises en oeuvre sur le terrain.

La prescription relative à un barrage en Seine apparaît inapplicable, au regard des éléments fournis par MULTISOL. L'entreprise doit encore fournir des éléments justifiant la gestion et la maîtrise des eaux d'extinction sur site, afin que l'inspection propose à M. le préfet de la Seine-Maritime une prescription alternative au barrage, mais qui permettra l'atteinte de l'objectif initial à savoir de se prémunir au mieux d'une pollution de la Seine en cas d'incendie du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Postes de chargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de chargement ou de déchargement routier de liquides disposent d'une rétention conçue de manière à contenir un volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : [...] Cette disposition est applicable sous 2 mois au niveau du bâtiment B, et sous 6 mois, pour le reste de l'établissement.
Constats : L'inspection a constaté que l'ensemble des postes de chargement étaient équipés de rétention dont le volume respecte les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 13/04/2021. L'exploitant a, notamment, supprimé l'ancien poste n°5, le long du bâtiment A, côté Sud-Est, et réaménagé les postes au Nord du parc à cuves (3 postes au lieu de 4).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétentions du bâtiment A

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>création d'aires de rétention dimensionnées suivant l'article 7 ci-après au sein des zones de stockage du bâtiment A. Ces rétentions sont d'une surface maximale adaptée aux moyens incendie mobilisables simultanément par le SDIS 76 pour éteindre un incendie dans cette rétention, sans que chaque compartiment n'excède 500 m². Elles sont constituées par un muret sur toute la périphérie de chaque compartiment, dont la jonction avec la dalle existante devra être étanche. Au niveau des ouvrants, elles sont constituées de dispositifs de fermeture de type batardeau à fermeture automatique dont l'actionnement est réalisé à temps de façon à prévenir toute fuite de liquide combustible vers l'extérieur du bâtiment.</p> <p>Pour la cellule « Ouest » du bâtiment A, ces rétentions sont mises en œuvre sous un délai d'un an. Pour la partie Nord-Est du bâtiment A et la cellule Sud, elles sont mises en œuvre sous 20 mois.</p> <p>Constats : L'exploitant a réalisé un muret de 60cm sur la périphérie des zones de stockage du bâtiment A, à l'exception des quais de chargement. Pour ces quais, l'exploitant a commandé des dispositifs de fermeture automatique en cas de détection de liquide. Ils seront mis en place durant l'arrêt technique d'août 2022.</p> <p>L'exploitant a installé des rideaux coupe-feu entre les cellules Est et Ouest des stockages du bâtiment A, et entre les parties Nord et Sud du bâtiment. Au jour de la visite, leur déclenchement était manuel, mais il a indiqué que les dispositifs automatisés devaient être installés le 1er/07/2022. Des portes coupe-feu ont été installées pour isoler les locaux des mélangeurs "VI n°1" et "VI n°2". L'exploitant a indiqué que des batardeaux doivent aussi être installés au devant de ces portes, afin d'assurer un volume de rétention équivalent à 100% de chacun des mélangeurs dans leurs locaux dédiés.</p> <p>Pour la partie Ouest du stockage du bâtiment A, l'exploitant a défini un découpage en 3 rétentions séparées par des murets de 60cm. Les 2 rétentions au Nord auront une surface unitaire de 450 à 500 m². La 3ème rétention prévue a une surface au sol de 689 m². L'exploitant a présenté des justificatifs technico-économiques pour solliciter une dérogation à la surface maximale prescrite de 500 m². Cette zone contient, entre autre, la conditionneuse "Pack'R". Un chariot transporte ainsi les fûts vides vers la conditionneuse, et les fûts pleins vers le stockage, pour assurer quotidiennement deux chargements de 24 tonnes, soit 200 passages de chariots par jour. La séparation de cette zone ne permettrait pas, selon l'exploitant, une activité en toute sécurité (risque accru de choc d'un chariot chargé avec un muret ou une barrière anti-pollution).</p> <p>L'exploitant a sollicité l'avis des pompiers (SDIS 76) au sujet de cette dérogation. Par courriel du 22/07/2022, le SDIS n'a pas émis d'objection à cette demande. Les travaux sont prévus pour l'été 2022.</p> <p>Au regard des éléments présentés par l'exploitant, et de l'absence d'observation des pompiers, l'inspection estime que la prescription de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 13/04/2021, relative à la surface maximale des rétentions des stockages du bâtiment A sera respectée si l'exploitant met en oeuvre son plan de découpage de la partie Ouest en trois rétentions : deux inférieures à 500 m² dans la partie Nord, et une de 689 m² dans la partie Sud.</p> <p>Pour le stockage de la partie Est du bâtiment A, l'exploitant prévoit un découpage en 2 rétentions de moins de 500 m². Dans cette zone le stockage se fait en rack. Le découpage des rétentions nécessitera le déstockage total de la cellule, le démontage des racks, la mise en place d'un muret en béton avec un dispositif de fermeture automatique, comme au niveau des quais de chargement, puis le remontage des racks selon une disposition différente. L'exploitant indique que ces travaux conséquents (plusieurs semaines selon ses dires) ne peuvent se faire simultanément avec ceux de la cellule Ouest. Il sollicite donc une dérogation temporaire aux prescriptions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 13/04/2021, afin de réaliser ces travaux lors de l'arrêt technique de l'usine, en août 2023 (soit 28 mois après l'arrêté, qui prescrit une échéance à 20 mois soit novembre 2022). Il s'est engagé à commander les travaux avant la fin de l'année 2022 (soit 20 mois après l'arrêté).</p> <p>Au regard des éléments présentés par l'exploitant, et du fait qu'à l'été 2022, la cellule Est, sera</p>

isolée de la cellule Ouest (mur coupe-feu et rideaux coupe-feu), et ceinturée à la périphérie par un muret en béton de 60cm, formant un rétention d'une surface totale de 950 m ² , l'inspection considère que la proposition de Multisol de différer pour 8 supplémentaires est proportionnée aux enjeux.
L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous 5 mois (avant fin 2022), le bon de commande relatif aux travaux de création des rétention de moins de 500 m ² de la cellule de stockage Est du bâtiment A, dont la réalisation doit intervenir en tout état de cause avant le 31/08/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 3 : Dispositifs coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositifs coupe-feu REI120 (rideaux, portes, etc.) sont mis en œuvre afin de compartimenter le bâtiment A en plusieurs zones distinctes, de surfaces au sol aussi réduites que possible. En particulier : <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant dispose, dans un délai d'un an, de 2 rideaux coupe-feu REI120, ou dispositifs équivalents, entre la cellule principale (Nord-Est) et la cellule attenante située à l'Ouest (S2 Floor et conditionnement Pack'R), au niveau des ouvertures du mur séparant ces 2 cellules. Il limite la hauteur de stockage de produits combustibles sur rack à la hauteur du mur séparatif en parpaing ; • un mur coupe-feu sépare la cellule principale et la cellule attenante située au Sud (conditionnement). La porte existante dans ce mur est coupe-feu, efficace et étanche sous 6 mois; • chaque local mélangeur du bâtiment A (VI1, VI2, VI3) est doté de murs et portes coupe-feu efficaces et étanches sous 6 mois.
Constats : Comme présenté dans le constat précédent, l'exploitant a mis en place des rideaux et portes coupe-feu dans le bâtiment A. Le mur coupe-feu entre la cellule de stockage Ouest et la conditionneuse "Veedol" est en place, avec une porte coupe-feu. L'exploitant a également limité la hauteur de stockage sur les racks situé à proximité du mur séparant les cellules Est et Ouest.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens d'extinction – Pomperie en Seine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous un délai d'un an, le dispositif de pompage en Seine est fixe et permanent. La liaison entre ce moyen de pompage fixe et le réseau incendie de l'usine est réalisée par des tuyauteries rigides dans un délai n'excédant pas 6 mois après l'installation du pompage fixe.</p> <p>Le dispositif de pompage peut être déclenché en tout temps, et au plus tard à l'arrivée des pompiers sur le site, depuis une commande sur place ou à distance. Les capacités de pompages en Seine sont reliées à des raccords alimentant le site, adaptés aux équipements des pompiers. L'emplacement des raccords fait l'objet d'une validation préalable du SDIS.</p> <p>Le bon fonctionnement et l'efficacité de ce dispositif de pompage sont garanties en permanence par l'exploitant (alimentation de secours en énergie, pompe de secours disponible, etc). Ces installations font l'objet :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une maintenance préventive (dont des tests de bon fonctionnement de l'ensemble du dispositif) <p>Constats : L'inspection a constaté la présence d'une pomperie en Seine, avec un raccordement fixe jusqu'au site, où 6 raccords pour tuyaux de pompiers sont disponibles. La pomperie délivre, selon l'exploitant, un débit maximal de 460 m³/h à une pression d'1 bar (6x 60 m³/h pour les raccords pompiers + 100 m³/h pour alimenter le rideau d'eau à déclenchement automatique sur la façade Est du bâtiment A).</p> <p>L'exploitant a indiqué que le déclenchement de la pomperie est automatique, soit par mise en oeuvre du rideau d'eau, soit par ouverture d'une des vannes d'alimentation des raccords pompiers. La pomperie démarre par une alimentation sur batterie, puis une alimentation électrique filaire. Elle peut être secourue par un groupe diesel.</p> <p>La tuyauterie alimentant les raccords pompiers sur site dispose d'une dérivation pour être alimentée par une pompe mobile des pompiers, en cas de panne de la pomperie fixe. Le chemin d'accès à la pomperie est dimensionné pour accueillir les véhicules de pompiers.</p> <p>L'exploitant a prévu des tests de démarrage mensuel de la pomperie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sous 9 mois, l'exploitant dispose des moyens matériels (barrage flottant, moyens de mise en œuvre et d'arrimage de celui-ci, etc.) et des moyens humains (personnels aptes à sa mise en œuvre) pour le déploiement d'un barrage flottant en Seine, en cas de besoin. Ces moyens peuvent être mutualisés avec d'autres utilisateurs à l'échelle de la Métropole rouennaise.</p> <p>Constats : L'exploitant a sollicité l'avis technique d'un organisme référent en matière de pollution des eaux pour évaluer la faisabilité de la mise en oeuvre du barrage en Seine prescrit. Le rapport du 2/02/2022 conclut que <i>"les contraintes environnementales et opérationnelles du site Multisol [...] et le comportement incertain du polluant (flottant, coulant, dissous) potentiel ne permettent pas de recourir efficacement à la mise en place d'un barrage sur la Seine pour confiner les eaux d'extinction issues d'un incendie majeur sur le site de production"</i>. Il recommande, cependant, plusieurs mesure techniques et organisationnelles pour "diminuer le risque d'un déversement de ces eaux dans la Seine" :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévoir un plan d'intervention pour chaque scénario incendie afin d'anticiper la gestion des eaux d'extinction ; - réaliser régulièrement des exercices incendie avec le SDIS 76 et des opérateurs de pompage spécialisés ; - planifier régulièrement des opérations de curage du réseau d'eaux pluviales (interne et externe) ; - prévoir des batardeaux sur les clôtures de la zone Nord ; - ajouter des obturateurs automatiques sur les réseaux d'eaux pluviales, en plus des vannes manuelles ; - augmenter temporairement les capacités de rétention ; - étudier la mise en oeuvre d'une capacité de transfert des effluents du Nord vers le Sud (où il y a un bassin de rétention de 1400 m³). <p>Le SDIS, présent lors de la visite, s'est dit favorable à la réalisation d'exercices annuels sur le site. L'exploitant a contractualisé avec un prestataire pour réaliser un pompage du bassin de rétention, en cas de saturation de ce dernier lors d'un incendie. L'exploitant a indiqué que l'étude de dangers (EDD), qui doit être finalisée en octobre 2022, comportera des modélisations des différents incendie attendus, et des volumes d'eaux d'extinction nécessaire. L'EDD permettra donc d'estimer les besoins de rétention d'eau nécessaires.</p> <p>L'exploitant ayant démontré l'impossibilité technique de mettre en oeuvre le barrage en Seine prescrit, l'inspection estime qu'il y a eu de proposer à M. le préfet de la Seine-Maritime une modification de cette prescription. L'objectif du barrage flottant en Seine était d'éviter la diffusion d'une pollution en Seine en cas d'incendie sur site nécessitant un volume d'eaux d'extinction important. Pour atteindre cet objectif sans barrage, l'exploitant doit apporter la démonstration qu'il est en capacité de maintenir sur son site le volume de liquide correspondant à chaque scénario d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - volumes des produits stockés, des eaux d'extinction, et de la pluviométrie potentielle ; - sens d'écoulement des liquides, en fonction du lieu de l'incendie, et de la topographie du site ; - volumes de rétention disponibles et moyens de rétention (bassin, point bas, réseaux, organes d'isolement, etc). <p>Ces éléments sont attendus sous 3 mois, avec les conclusions de l'étude de dangers en cours de réalisation. Elle permettront à l'inspection de proposer une nouvelle prescription en remplacement du barrage en Seine prescrit.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à la révision / actualisation de son étude de dangers (EDD) sous 18 mois, en prenant en compte la mise en œuvre des moyens prescrits dans le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a indiqué que la revue des risques était programmée pour le 30/06/2022 avec son prestataire. Les modélisations ont commencé. Il a confirmé qu'il serait en mesure de fournir une étude de dangers en octobre 2022, soit 18 mois après l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet